

13 mai 2022

(22-3766)

Page: 1/9

Original: anglais

**DIALOGUE INFORMEL SUR LA POLLUTION PAR LES PLASTIQUES ET
LE COMMERCE DES PLASTIQUES ÉCOLOGIQUEMENT DURABLE
(DIALOGUE INFORMEL SUR LES PLASTIQUES)**

AVIS DE CONVOCATION

L'avis de convocation ci-après, daté du 13 mai 2022, est distribué à la demande des Coordonnateurs du Dialogue informel sur les plastiques (Australie, Barbade, Chine, Équateur, Fidji et Maroc).

1. Le Dialogue informel sur les plastiques tiendra sa prochaine réunion plénière en format hybride (dans la salle W et via Zoom) le **mardi 24 mai 2022, à partir de 10 heures, heure de Genève**. Tous les Membres de l'OMC sont invités à y assister et sont encouragés à y participer. Veuillez consulter les arrangements techniques figurant à l'annexe I.

2. Ordre du jour.

1) Observations liminaires des coordonnateurs

2) Renseignements au sujet des discussions et progrès de la préréunion plénière du 11 mai 2022

- Les délégations et les parties prenantes auront une autre occasion de présenter leurs perspectives concernant les questions d'orientation présentées initialement pour la réunion plénière du 30 mars (voir l'annexe II).

3) Renseignements au sujet des étapes suivantes envisagées pour mettre en œuvre la Déclaration ministérielle et des discussions connexes (voir l'annexe III)

- a. Communication à l'Organisation mondiale des douanes (OMD).
- b. Renforcement de la coopération du Dialogue informel sur les plastiques avec les processus internationaux (par exemple l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, le Forum des Nations Unies sur les océans).
- c. Examen de l'Aide pour le commerce, évaluation des besoins en matière d'Aide pour le commerce et propositions d'activités au huitième Examen global 2022.
- d. Évaluation des mesures concernant les plastiques et liées au commerce.
- e. Projet d'atelier concernant les produits de substitution et de remplacement durables et efficaces des plastiques.

4) Renseignements au sujet de la CM12

5) Remarques finales des coordonnateurs et dates de la réunion suivante

Annexe I – Arrangements techniques

Veillez noter que cette réunion aura lieu en format hybride (dans la salle W et via Zoom).

1 PARTICIPATION À DISTANCE

Les délégués qui souhaitent participer virtuellement via la plate-forme Zoom, y compris les fonctionnaires en poste dans les capitales, doivent s'inscrire à l'adresse suivante:

https://worldtradeorganization.zoom.us/meeting/register/tZctdeCrrjsrEtJifOdAbzYaeU6G_acD6jyr

Une fois inscrit, vous recevrez un courrier de confirmation contenant les informations utiles pour rejoindre la réunion.

Veillez saisir les codes ci-après si ceux-ci vous sont demandé pour accéder à la réunion:

Identifiant: 830 2930 0186

Mot de passe: 240522

Avant la réunion:

- Nous sommes disponibles une demi-heure avant la réunion pour tester votre connexion avec vous.

Pendant la réunion:

- Si des difficultés techniques font que les délégations ne sont pas en mesure d'intervenir à distance sur un point donné de l'ordre du jour, l'occasion de prendre la parole leur sera donnée à un moment approprié avant la fin de la réunion. Si les problèmes techniques persistent, les délégations peuvent contacter les coordonnateurs de la réunion (idp@wto.org) pendant la réunion, soit pour envoyer leur déclaration afin qu'elle soit lue pendant la réunion, soit pour demander que les participants soient informés de leur intérêt pour le point à l'examen et de leur intention de distribuer leur communication écrite après la réunion.

2 PARTICIPATION EN PRÉSENTIEL

Afin de protéger la santé de tous, veuillez respecter les mesures sanitaires en vigueur; le port du masque reste recommandé dans les espaces communs et les salles de réunion.

3 DÉCLARATIONS

Pour faciliter l'interprétation, les délégations sont vivement encouragées à envoyer leurs déclarations écrites au Secrétariat (idp@wto.org) avant le début de la réunion. Les déclarations seront également les bienvenues pendant la réunion (idp@wto.org).

Annexe II – Questions d'orientation (présentées initialement pour la réunion plénière du 30 mars 2022)

Questions d'orientation

Quelles sont les principales priorités pour la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle du Dialogue informel sur les plastiques? Comment le Dialogue informel sur les plastiques peut-il mettre en œuvre ces priorités? Quels outils le Dialogue informel sur les plastiques peut-il utiliser et quelles mesures peut-il prendre pour mettre en œuvre la Déclaration ministérielle?

Questions d'orientation additionnelles

- Comment le Dialogue informel sur les plastiques peut-il encourager le renforcement de la transparence des politiques commerciales pertinentes pour réduire la pollution plastique et le commerce des plastiques écologiquement durable? Par exemple, serait-il utile d'établir une taxonomie des types de politiques commerciales ou des recommandations pour la fourniture de renseignements sur les politiques commerciales? – Serait-il utile de réaliser une enquête ou d'établir une compilation des expériences, pratiques et difficultés nationales existantes s'agissant de l'utilisation des politiques commerciales pour lutter contre la pollution plastique?
- Comment pouvons-nous encourager la prise en considération de la pollution plastique et du commerce des plastiques écologiquement durable dans les programmes d'Aide pour le commerce avec des objectifs écologiquement durables? Quelles sont les priorités spécifiques en matière d'Aide pour le commerce pour les pays en développement et comment les donateurs et les fournisseurs d'Aide pour le commerce peuvent-ils soutenir au mieux ces priorités?
- À quels processus et efforts internationaux le Dialogue informel sur les plastiques peut-il apporter son soutien et contribuer le plus efficacement possible (par exemple, par exemple l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, l'OMD), y compris en facilitant l'interaction entre les responsables des questions commerciales et environnementales?
- Comment les compétences commerciales du Dialogue informel sur les plastiques peuvent-elles contribuer au mieux aux travaux menés dans le cadre de ces processus en ce qui concerne la pollution plastique? Par exemple, contribution dans des domaines tels que la conception des normes et l'étiquetage des plastiques; identification des options et des meilleures pratiques pour une utilisation efficace des politiques commerciales afin de soutenir les efforts de réduction de la pollution plastique; identification des domaines dans lesquels le commerce peut soutenir la réduction de la pollution plastique (par exemple, les produits de remplacement des plastiques écologiquement durables ou les technologies de gestion et de nettoyage des déchets respectueuses de l'environnement); proposition/identification de domaines spécifiques dans lesquels l'amélioration des données commerciales est nécessaire à la coopération commerciale sur la pollution plastique (amélioration de la classification du SH); facilitation de l'interaction entre les responsables des questions commerciales et environnementales qui travaillent sur la pollution plastique.
- Quelles sont les priorités, les meilleures pratiques et les mesures nationales/régionales qui peuvent être appliquées pour promouvoir et faciliter le commerce des marchandises et des services de manière à lutter contre la pollution plastique (normes, étiquetage, accès et recours aux technologies de gestion des déchets et utilisation de produits de substitution et de remplacement efficaces)? Quelles mesures sont prises – ou pourraient être prises – aux niveaux national et régional et sur quel plan la coopération internationale pourrait-elle contribuer à l'efficacité de ces mesures?
- Comment la promotion et la facilitation des échanges de marchandises et de services, y compris le recours et l'accès aux technologies, peuvent-ils soutenir les travaux menés dans le cadre d'autres processus internationaux, comme l'amélioration de la classification du SH?

- Quelles sont les principales difficultés et possibilités en matière de politique commerciale qu'implique le passage à une économie circulaire des plastiques qui permette de réduire la pollution plastique tout au long du cycle de vie des plastiques et qui contribue à la réalisation d'objectifs de développement durable?
 - Comment la coopération commerciale peut-elle contribuer à soutenir les efforts visant à réduire les plastiques et les produits en plastique non nécessaires ou nocifs, y compris les plastiques et emballages en plastique à usage unique?
 - Comment le commerce et les politiques commerciales peuvent-ils promouvoir une économie circulaire qui soutienne les efforts déployés au niveau international pour lutter contre la pollution plastique et les objectifs de développement durable?
-

Annexe III – Propositions concernant les étapes suivantes

[INF/TE/IDP/W/6]

**PROJET DE COMMUNICATION À L'ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES (OMD)
CONCERNANT L'ACTION MENÉE PAR LE DIALOGUE INFORMEL SUR LES
PLASTIQUES À L'APPUI DES EFFORTS DÉPLOYÉS POUR FAIRE
FACE À LA POLLUTION PLASTIQUE**

1. Officiellement mis sur pied durant l'édition 2020 de la "Semaine du commerce et de l'environnement" du Comité du commerce et de l'environnement (CCE), le Dialogue est né de la reconnaissance du fait qu'une action coordonnée était nécessaire pour faire face à l'augmentation des coûts environnementaux, sanitaires et économiques de la pollution par les plastiques – amplifiée par la pandémie de COVID-19 – et du fait que la dimension commerciale était un élément important de la solution.¹

2. Notre dialogue, qui est ouvert à tous les Membres de l'OMC, vise à identifier les possibilités de renforcement de la coopération commerciale dans le cadre des règles et mécanismes de l'OMC en vue de soutenir les efforts nationaux, régionaux et mondiaux visant à réduire la pollution par les plastiques et à opérer une transition vers une économie mondiale des plastiques qui soit plus circulaire et plus écologiquement durable tout en évitant la duplication des travaux. Le Dialogue a pour objet de compléter les discussions qui se tiennent au sein du CCE et de faire partie des délibérations plus larges à l'OMC visant à promouvoir des objectifs communs en matière de commerce et de durabilité environnementale.

3. À l'issue de discussions de fond – qui comprenaient la précieuse contribution de parties prenantes concernées, notamment le Secrétariat de l'OMD², une Déclaration ministérielle sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable a été adoptée le 10 décembre 2021 (WT/MIN(21)/8/Rev.2). Actuellement soutenue par 70 coauteurs, représentant environ 75% du commerce des plastiques, la Déclaration ministérielle exprime nos idées communes concernant le sujet et définit les modalités des travaux que nous menons en vue de parvenir à des résultats concrets, pragmatiques et efficaces d'ici à la treizième Conférence ministérielle de l'OMC.

4. La Déclaration ministérielle réaffirme notre détermination à renforcer la dimension commerciale des efforts visant à lutter contre la pollution par les plastiques au moyen de la contribution du Dialogue informel sur les plastiques. Elle énumère une série de mesures à adopter, y compris partager des expériences en matière de collecte de données relatives aux flux commerciaux et aux chaînes d'approvisionnement, accroître la coopération avec d'autres instruments et processus internationaux de réglementation et définir des politiques et des mécanismes commerciaux écologiquement durables. La Déclaration met l'accent sur la nécessité de renforcer l'assistance technique fournie aux économies vulnérables, y compris les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

5. En particulier, au paragraphe 2 de la Déclaration ministérielle, il est souligné "qu'il est important de continuer à participer à des actions dans d'autres processus internationaux et à soutenir ces actions, notamment ... en identifiant les actions nécessaires pour améliorer la collecte de données sur les flux commerciaux et les chaînes d'approvisionnement, y compris en utilisant le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Convention sur le SH) de l'Organisation mondiale des douanes ou d'autres normes ou instruments commerciaux, comme le CEFAC-ONU, ainsi que le flux de renseignements sur les caractéristiques chimiques et matérielles des produits en plastique faisant l'objet d'échanges internationaux".

¹ Voir la communication initiale du Dialogue informel sur les plastiques portant la cote WT/CTE/W/250/Rev.2.

² Voir le rapport factuel 2021 du Dialogue informel sur les plastiques (document INF/TE/IDP/W/3).

6. Un plan pour 2022 (INF/TE/IDP/W/5) a été adopté en vue de mettre en œuvre la Déclaration ministérielle; il expose les grandes lignes des travaux à mener dans quatre réunions plénières ouvertes en 2022 et des travaux intersessions additionnels organisés selon trois axes de travail couvrant, respectivement: les questions transversales; la promotion du commerce pour lutter contre la pollution plastique; et la circularité et la réduction pour lutter contre la pollution plastique.

7. À l'issue des discussions que nous avons menées jusqu'ici et en vue de continuer de tirer profit de notre relation positive et constructive avec l'OMD, nous sommes parvenus à un accord intermédiaire sur les points suivants:

- Le Secrétariat de l'OMC, dans le cadre de ses travaux ordinaires et des règles et mécanismes de l'Organisation, devrait continuer de collaborer étroitement avec le Secrétariat de l'OMD, de participer, comme il conviendra, aux réunions connexes de l'OMD auxquelles il est invité, en particulier au sujet de la classification douanière des plastiques et des difficultés de mise en œuvre et de présenter des éclairages pertinents issus des travaux du Dialogue informel sur les plastiques. Dans ce contexte, le renforcement de la coopération avec le Secrétariat de l'OMD pourrait inclure, entre autres choses:
 - Une coopération plus approfondie sur l'analyse des données relatives aux douanes vertes et aux difficultés propres à la désignation des plastiques et à la mise en œuvre des mesures de politique générale connexes.
 - Une étude des possibilités de coopération renforcée concernant les activités pertinentes d'assistance technique.
 - Une étude des possibilités de collaboration destinées à approfondir davantage les connaissances techniques et à mieux mettre au jour les lacunes et les possibilités pour ce qui est de faire face à la pollution par les plastiques.
 - L'établissement de rapports concernant les faits nouveaux issus de cette coopération et présentant un intérêt pour la poursuite de nos travaux.
- Les coauteurs saluent l'initiative prise par l'OMD en vue d'améliorer l'identification douanière des flux de plastiques, y compris pendant l'actuelle procédure de révision du SH2027, et encouragent les membres de l'OMD et l'OMC à envisager d'adapter la nomenclature douanière en vue de contribuer à identifier le commerce de différents types de plastiques qui présentent un intérêt à l'appui de l'action menée pour faire face à la pollution par les plastiques.
- Les coauteurs sont disposés à apporter leur soutien, comme il conviendra et si demande leur en est faite, à l'action menée par l'OMD pour veiller à une meilleure identification et à une transparence accrue des flux de plastiques, tout au long de leur cycle de vie, y compris les flux de plastiques incorporés dans les produits faisant l'objet d'un commerce international ou qui y sont associés (comme les emballages en plastique) et les déchets, rognures et débris de matières plastiques, ainsi qu'à la mise en œuvre des politiques relatives aux douanes et destinées à faire face à la pollution par les plastiques. Ce soutien pourrait inclure, entre autres choses:
 - L'organisation conjointe de colloques et d'ateliers avec l'OMD et d'autres acteurs concernés qui pourraient étayer les débats et permettre de surmonter les difficultés relatives à la classification douanière et à l'identification des flux de plastiques (y compris la procédure de révision des codes du SH).
 - La collaboration avec l'OMD et d'autres acteurs concernés en vue de recenser les parties prenantes compétentes de la chaîne de valeur et les mesures concernant les plastiques et liées au commerce qui doivent être mises en œuvre par les fonctionnaires des douanes ou qui ont des conséquences pour leurs travaux, ainsi que les difficultés et les débouchés connexes.
 - La collaboration avec l'OMD et d'autres acteurs concernés en vue de recenser les biens et services dont les fonctionnaires des douanes auraient besoin pour

désigner précisément, efficacement et de manière effective les plastiques, y compris, par exemple, des étiquettes de compositions spécialisées, les technologies et les machines existantes ou l'essai des matériaux.

- Les coauteurs se sont engagés à continuer d'approfondir notre collaboration en vue de mettre au jour des mesures douanières de facilitation de mise en œuvre destinées à garantir une mise en œuvre plus efficace et efficiente des mesures applicables concernant les plastiques et liées au commerce et, selon que de besoin, à adopter des approches communes.

[INF/TE/IDP/W/7]

**PROJET DE QUESTIONS POUR UNE PROPOSITION D'ENQUÊTE SUR LES MESURES
CONCERNANT LA POLLUTION PAR LES PLASTIQUES ET LIÉES AU COMMERCE**

Les projets de questions ci-après seraient transposés dans un format électronique pour l'achèvement du questionnaire.

Question n° 1	
Quel est le titre de la mesure/de la politique?	
Veillez fournir une description de la mesure/de la politique.	
Question n° 2	
Type(s) de mesure(s) visé(s) par la politique (cocher les cases qui conviennent)	
<u>Options</u>	<u>Réponse</u>
Prescription en matière de durabilité (par exemple spécifications concernant un produit/la production, caractère facultatif/obligatoire, caractéristiques/propriétés d'emploi, étiquetage, contingents, interdictions)	
Mécanismes de fixation des prix et de marché (par exemple taxes environnementales)	
Programmes de soutien et programmes financiers (par exemple mesures concernant la recherche-développement, le budget, les prix et l'investissement, marchés publics)	
Autres (veuillez préciser)	
Question n° 3	
Quel est l'objectif de la mesure? (Veillez préciser)	
Veillez choisir dans la liste ci-après le ou les objectif(s) applicable(s) à la politique/à la mesure (cocher les cases qui conviennent).	
<u>Options</u>	<u>Réponse</u>
Recyclage	
Réutilisation et remanufacturation	
Éco-conception	
Plastiques à usage unique	
Gestion des déchets (y compris leur mouvement transfrontières) et prévention des fuites	
Promotion de solutions et de produits de remplacement	
Gestion des substances chimiques, toxiques et dangereuses	
Promotion des technologies de gestion des déchets et d'autres technologies	
Autres (veuillez préciser)	
Question n° 4	

À quel stade du cycle de vie de la chaîne de valeur la mesure s'applique-t-elle? (cochez les cases qui conviennent)	
<u>Options</u>	<u>Réponse</u>
Matières premières plastiques	
Plastiques sous forme primaire	
Intrants à base de plastiques et formes intermédiaires de plastiques	
Produits finis et fabrication	
Matériaux d'emballage	
Utilisation des plastiques	
Déchets et débris (y compris leur mouvement transfrontières)	
Recyclage	
Autres (veuillez préciser)	
Question n° 5	
Quels produits/services sont visés?	
Question n° 6	
Veuillez indiquer les codes pertinents du SH/de l'ICS (s'il y a lieu).	
Question n° 7	
Quand la politique devait-elle ou doit-elle entrer en vigueur?	
Question n° 8 (facultatif)	
Quelles difficultés ou quels besoins ont été rencontrés ou devraient être rencontrés pour ce qui est d'assurer la bonne mise en œuvre de la politique?	
Veuillez choisir dans la liste ci-après les difficultés ou les besoins applicable(s) à la politique/à la mesure (cocher les cases qui conviennent).	
<u>Options</u>	<u>Réponse</u>
Accès aux technologies	
Assistance technique pour l'élaboration des politiques	
Assistance technique pour la mise en œuvre des politiques (par exemple, surveillance du marché)	
Certification, essais et métrologie	
Difficultés douanières	
Aide financière et aide à l'investissement	
Participation du secteur privé national	
Participation de la société civile nationale	
Coopération des pays exportateurs	
Coopération des acteurs de la chaîne de valeur (y compris les exportateurs)	
Coopération régionale	
Autres (veuillez préciser)	
Question n° 9	
Y a-t-il des mécanismes en place pour évaluer l'efficacité et/ou l'efficience de la mesure et les résultats visés? Dans l'affirmative, y a-t-il des résultats déjà identifiés (par exemple variation des volumes des plastiques et/ou déchets visés, variation de la mauvaise gestion des déchets plastiques, variation du commerce des produits/services visés ...)?	
Question n° 10	
Veuillez fournir un lien vers le(s) texte(s) juridique(s) de la politique et/ou d'autres renseignements connexes.	

[Les projets de question pour une proposition d'examen global de l'Aide pour le commerce et une évaluation des besoins en matière d'Aide pour le commerce seront publiés et diffusés aux délégations en temps voulu].
